

ILES MALOUINES : LES FORAGES DE LA DISCORDE

A quelques semaines du trentième anniversaire de la guerre des Malouines, l'archipel de l'Atlantique Sud fait à nouveau l'objet de tensions entre le Royaume-Uni et l'Argentine.

Colonie britannique depuis 1833, cet archipel de 200 îles est revendiqué par Buenos Aires depuis 179 ans. Les îles Malouines, à environ 7,500 milles des côtes britanniques et 300 des côtes argentines, contrôlent l'accès au Pacifique Sud et à l'Antarctique. Ce conflit latent ne se résume pas uniquement à la question d'une souveraineté de principe sur un territoire, mais est également dû à la lutte pour l'accès aux ressources en énergie.

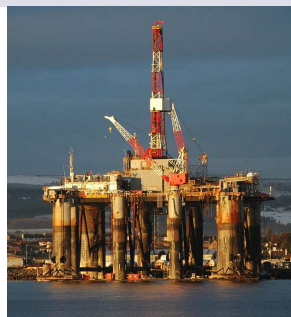
GUERRE DES MALOUINES OU GUERRE DU PETROLE ?

En 1982, la junte militaire au pouvoir en Argentine engage les hostilités pour reconquérir l'archipel. Le conflit qui oppose le gouvernement argentin du général Leopoldo Galtieri au Royaume-Uni de Margaret Thatcher, du 2 avril au 14 juin 1982, coûte la vie à 635 militaires argentins et 255 militaires britanniques, sans que la souveraineté de ces îles ne revienne aux Argentins. Les relations entre les deux pays, relativement apaisées depuis une vingtaine d'années, se tendent à nouveau depuis février 2010.

Si le nationalisme était la raison du conflit des années 1980, au XXI^e siècle, c'est l'or noir et les ressources minérales qui sont le motif de la tension présente. En effet, depuis le 20 février 2010 une campagne d'exploration pétrolière, menée par la société Desire Petroleum Inc. au Nord des Malouines, est autorisée par le gouvernement britannique. Elle a établi que les réserves des Malouines seraient aussi importantes que celles de la mer du Nord, soit 60 milliards de barils selon le bureau géologique britannique (British Geological Survey). Dans les années 1970, des campagnes de prospection avaient décelé la présence de pétrole, mais à moins de 20 dollars le baril à cette époque, les champs n'étaient pas intéressants. Avec un baril désormais au-dessus de 100 dollars, l'extraction devient rentable. Outre le pétrole, ces recherches ont aussi permis de découvrir la présence de nickel, cuivre, manganèse et cobalt.

L'ARGENTINE DENONCE UNE MILITARISATION DU CONFLIT

Dans les semaines à venir, la Royal Navy va déployer le destroyer lance-missiles *HMS Dauntless* pour relever la frégate *HMS Montrose*, de type 23. L'arrivée du *HMS Dauntless*, le deuxième d'une série de six destroyers modernes de classe 45, est perçue par Buenos Aires comme une provocation face à des armées argentines modestes, disposant d'un parc aérien et d'une flotte vieillissantes. Le détachement du prince William aux Malouines, pour parfaire sa formation de pilote d'hélicoptère au sein de la Royal Navy, est également vécu comme une provocation. L'Argentine accuse aussi le Royaume-Uni d'envoyer un sous-marin nucléaire d'attaque en Atlantique Sud. En réponse, les Britanniques précisent qu'il ne s'agit que de relèves de routine - sauf pour le SNA, les déploiements de sous-marins n'étant bien évidemment jamais communiqués.



HMS Dauntless

La plateforme *Ocean Guardian*, appartenant au groupe Desire Petroleum Inc



Un regain de tension est envisageable en mars 2012 avec une visite d'inspection programmée de parlementaires britanniques de la commission de la Défense.

Avec plus de 1000 soldats sur une population de 3000 habitants, le ratio civils/militaires des Malouines est particulièrement élevé. De ce fait, Buenos Aires, par la voix de son Ministre des affaires étrangères, a déposé une plainte officielle au Conseil de sécurité de l'ONU le 10 février dernier pour dénoncer la militarisation de la région.

L'Union européenne entre également dans la crise à la demande du Royaume-Uni qui l'invite à exprimer sa « préoccupation » à l'Argentine. En effet, le 27 février dernier, deux bateaux de croisière britanniques se sont vu refuser d'accoster à Ushuaia par les autorités portuaires argentines, après avoir fait escale aux Malouines.

L'Argentine, d'un point de vue diplomatique, dispose aujourd'hui de nombreux alliés, à la différence d'il y a trente ans. Elle a en effet reçu l'appui des 32 pays latino-américains et caribéens, formant le groupe de Rio, qui dénoncent l'attitude des Britanniques. De plus, l'Argentine a convaincu ses partenaires économiques du MERCOSUR (Brésil, Uruguay, Paraguay, Chili) d'interdire l'entrée de leurs ports aux bateaux battant pavillon des Malouines, une décision plus symbolique qu'économique, les Malouines ne disposant en effet que de 25 bateaux. Il s'agit bien là d'une amorce de régionalisation d'un conflit qui, jusqu'ici, était bilatéral.

Si la question de la souveraineté reste au cœur du différend, l'appropriation des ressources énergétiques est bel et bien le nouvel enjeu. A l'aube du trentième anniversaire de la guerre des Malouines, le président argentin Cristina Fernandez de Kirchner pourrait accroître la pression de la communauté internationale sur le Royaume-Uni.